

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 85 — 2420

26 AOUT 1985

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
fixant les conditions d'agrément et de subsidiation des centres de santé intégrés

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 8 juillet 1983 relatif à la subsidiation des activités exercées par les Centres de Santé Intégrés;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer les conditions d'octroi et de retrait des agréments et de subsidiation des Centres de Santé Intégrés pour leur permettre de fonctionner dès 1985;

Sur la proposition de notre Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif en date du 26 août 1985;

**Article 1<sup>er</sup>.** Le décret du 8 juillet 1983 visant la subsidiation des activités exercées par les Centres de Santé Intégrés entre en vigueur à la date du 1er janvier 1985.

**Art. 2.** Pour être agréés, les Centres de Santé Intégrés, tels que définis à l'article premier du décret du 8 juillet 1983 visant à la subsidiation des activités exercées par les centres de santé intégrés, doivent répondre aux conditions suivantes :

1. Dispenser des soins globaux intégrés et continus tels que définis à l'article 2 du décret du 8 juillet 1983 visant à la subsidiation des activités exercées par les Centres de Santé Intégrés et, en conséquence :

a) avoir une équipe pluridisciplinaire qui comporte au moins les professions suivantes : docteur en médecine, infirmier(e), kinésithérapeute;

b) mener son action sociale, soit grâce à un travailleur social rémunéré par le Centre au minimum pour un quart-temps, soit grâce à une convention passée avec un Centre public d'aide sociale ou un autre organisme public ou privé de façon à assurer au moins le travail quart-temps d'un travailleur social de cet organisme, au sein du Centre;

c) réaliser la coordination de ses activités de prévention et d'éducation pour la santé avec ses activités curatives. La coordination de ces différentes activités ainsi que la coordination de l'action de l'équipe pluridisciplinaire s'effectuent lors de réunions, au minimum hebdomadaires, auxquelles doivent participer de manière régulière les membres de l'équipe pluridisciplinaire;

d) répondre de manière permanente, 24 heures sur 24, tous les jours de l'année, aux appels de patients, soit par une permanence au Centre, soit par téléphone, à l'exclusion de tout répondeur téléphonique;

e) réaliser la coordination journalière des différents thérapeutes grâce à la tenue d'un dossier médical pour chaque patient abonné au Centre;

f) assurer une permanence médicale, soit par les médecins de Centre, soit en participant à une garde organisée, prévoyant les mécanismes de transmission de l'information entre le médecin traitant et le médecin de garde;

g) pratiquer un audit médical;

h) accomplir les démarches de recherche et d'action nécessaires à la sauvegarde de la santé publique.

2. Avoir choisi la rémunération forfaitaire définie à l'article 34 ter de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en ce qui concerne les soins médicaux, infirmiers et de kinésithérapie dispensés aux patients qui s'abonnent au Centre.

3. Compter dans ses organes statutaires, des représentants des patients abonnés au Centre, désignés selon les modalités de l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 3.** L'agrément est accordé par le Ministre qui a la santé dans ses attributions pour un terme maximum de six ans, renouvelable.

Avant de prendre une décision de refus ou de retrait de l'agrément, le Ministre notifie son intention, en la motivant au Pouvoir organisateur intéressé. Celui-ci dispose d'un délai de quinze jours à partir du jour de la notification pour adresser au Ministre un mémoire justifiant l'accomplissement des conditions requises pour l'obtention de l'agrément ou le maintien de celui-ci et le bénéfice des subventions.

**Art. 4.** Les conditions de la représentation des patients ainsi que les modalités de désignation et de participation des patients sont les suivantes :

1<sup>o</sup> toute personne domiciliée en Belgique peut représenter les patients traités ou soignés habituellement par un Centre de Santé Intégré, au sein des organes statutaires du Centre, à la condition d'être abonné au forfait à ce Centre;

2<sup>o</sup> la représentation des patients au sein des organes statutaires du Centre se fait par élection directe;

3<sup>o</sup> tout patient du Centre de Santé Intégré est électeur et éligible, s'il a signé lui-même son formulaire d'inscription au Centre;

4<sup>o</sup> les élections sont annuelles;

Deux mois avant les élections, le pouvoir organisateur avertit chaque électeur de la date du vote et de la possibilité de déposer sa candidature. Un mois avant la date du vote, il est envoyé aux électeurs une liste des candidats.

Le vote se déroule dans les locaux du Centre.

Le vote par correspondance est licite.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Les modalités concrètes du vote doivent être décidées par le Conseil d'administration, être affichées un mois avant la date du vote dans la salle d'attente et communiquées aux électeurs avec la liste des candidats. Tous les documents qui concernent les élections doivent être rédigés de manière compréhensible par la majorité des patients.

Le mandat de représentant des patients ne donne lieu à aucune rémunération.

**Art. 5.** Dans la limite des crédits budgétaires, les Centres de Santé Intégrés agréés peuvent prétendre à une subvention annuelle forfaitaire destinée à couvrir les frais inhérents à leurs activités non indemnisées ou rémunérées par ailleurs ou dont l'indemnisation ou la rémunération ne couvre pas les exigences requises par les prestations de soins globaux intégrés et continus.

Cette subvention sera adaptée annuellement selon les dispositions légales et réglementaires en matière de liaison des prestations à l'indice des prix à la consommation.

De façon à être modulé en fonction de la quantité de travail presté ainsi qu'en fonction du nombre de travailleurs occupés, le subside sera fixé forfaitairement à 400 F par abonné inscrit au Centre au 1er juillet de chaque année et correspond à l'indice en vigueur au premier janvier 1985.

**Art. 6.** Dans les limites des crédits budgétaires, les Centres de Santé Intégrés agréés peuvent prétendre, lors des dix-huit mois qui suivent l'agrément, à un subside non renouvelable visant à couvrir les frais de premier établissement.

Ce subside sera d'un million de francs pour les Centres ayant moins de 1 000 abonnés inscrits à la date de l'agrément et de deux millions de francs pour les Centres ayant plus de 1 000 abonnés inscrits.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** La subvention visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup> est liquidée au Centre de Santé Intégré agréé sous forme d'avances trimestrielles égales au quart de 90 % de la subvention octroyée pour l'année précédente.

La liquidation du solde s'effectue après production des comptes et dépenses de l'année budgétaire envisagée et vérification du nombre de patients abonnés inscrits au Centre au 1er juillet de la même année budgétaire.

§ 2. Pour la première année de fonctionnement dans le cadre de cet arrêté, la subvention visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, est liquidée au Centre de Santé Intégré sous forme d'avances trimestrielles égales au quart de 90 % de la subvention à laquelle le Centre pourrait prétendre en fonction du nombre d'abonnés inscrits au Centre à la date d'agrément du Centre.

La liquidation du solde s'effectue après production des comptes et dépenses de l'année budgétaire de l'agrément et vérification du nombre de patients inscrits au Centre au 31 décembre de l'année d'agrément.

**Art. 8.** Les frais de premier établissement, l'acquisition et les travaux d'aménagement du bâtiment du Centre de Santé Intégré, ainsi que l'équipement du Centre, sont subsidiés dans les limites de l'article 6 à concurrence de 90 % du coût réel.

La liquidation du subside se fait au fur et à mesure de la présentation des pièces comptables attestant du coût réel des opérations.

Sont admises comme justificatifs, les pièces comptables datées des dix-huit mois qui suivent la date d'agrément du Centre.

**Art. 9.** Il est créé une Commission de coordination des Centres de Santé Intégrés destinée :

- à déterminer les modalités de l'audit médical prévu à l'article 2 du présent arrêté;
- à déterminer et à coordonner les démarches de recherche et d'action des Centres nécessaires à la sauvegarde de la santé publique prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Le Président et le Vice-Président de cette Commission sont nommés par le Ministre de la Communauté française qui a la santé dans ses attributions. Les mandats sont d'une durée de quatre ans et sont renouvelables.

Le Secrétaire de la Commission sont délégués par les Centres de Santé Intégrés agréés, chaque Centre pouvant déléguer un membre effectif et un membre suppléant.

La Commission comporte un nombre maximum de 20 membres effectifs et de 20 membres suppléants. Elle détermine son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Ministre pour approbation.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1985.

**Art. 11.** Le Ministre de la Santé de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 26 août 1985.

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 2420

26 AUGUSTUS 1985.

Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de Geïntegreerde Gezondheidscentra

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 juli 1983 betreffende de subsidiëring van de activiteiten uitgeoefend door de Geïntegreerde Gezondheidscentra;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorwaarden voor de erkenning en voor de intrekking van de erkenningen en voor de subsidiëring van de Geïntegreerde Gezondheidscentra vastgesteld dienen te worden opdat ze van af 1985 zouden kunnen werken;

Op de voordracht van onze Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 26 augustus 1985;

Besluiten :

**Artikel 1.** Het decreet van 8 juli 1983 tot subsidiëring van de activiteiten uitgeoefend door de Geïntegreerde Gezondheidscentra, treedt in werking op 1 januari 1985.

**Art. 2.** Om erkend te worden, moeten de Geïntegreerde Gezondheidscentra, zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 8 juli 1983 tot subsidiëring van de activiteiten uitgeoefend door de Geïntegreerde Gezondheidscentra, aan de volgende vereisten voldoen :

1. geïntegreerde en permanente globale zorg verlenen, zoals bepaald in artikel 2 van het decreet van 8 juli 1983 tot subsidiëring van de activiteiten uitgeoefend door de Geïntegreerde Gezondheidscentra, en bijgevolg :

a) een multidisciplinaire ploeg hebben die ten minste de volgende beroepen omvat : doctor in de geneeskunde, verpleegkundige, kinesitherapeut;

b) zijn maatschappelijke actie voeren, ofwel door een maatschappelijk werker die door het Centrum bezoldigd wordt voor minimaal een kwartijd, ofwel door een overeenkomst, gesloten met een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of met een andere openbare of privé instelling, om ten minste een kwartijdse betrekking te geven aan een maatschappelijk werker van deze instelling, binnen het Centrum;

c) zijn activiteiten voor preventie en gezondheidsopvoeding coördineren met zijn curatieve activiteiten. De coördinatie van deze verschillende activiteiten en de coördinatie van de actie van de multidisciplinaire ploeg geschieden bij — ten minste wekelijkse — vergaderingen waaraan de leden van de multidisciplinaire ploeg regelmatig moeten deelnemen;

d) op de oproepen van de patiënten op permanente wijze, 24 uur op 24, alle dagen van het jaar, antwoorden, hetzij door een beschikbaarheidsdienst in het Centrum, hetzij telefonisch, met uitsluiting van een antwoordapparaat;

e) de activiteiten van de verschillende therapeuten dagelijks coördineren door een geneeskundig dossier te houden voor elke patiënt die bij het Centrum geabonneerd is;

f) voor een geneeskundige beschikbaarheidsdienst zorgen, hetzij door de geneesheren van het Centrum, hetzij door deel te nemen aan een georganiseerde wachtendienst, die voorziet in de mechanismen voor de mededeling van de informatie tussen de behandelend geneesheer en de geneesheer met wachtendienst;

g) een geneesheer audit uitvoeren;

h) de speurwerk- en handelingsstappen ondernemen die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de volksgezondheid.

2. De forfaitaire bezoldiging hebben gekozen die bepaald is in artikel 34<sup>ter</sup> van de wet van 9 augustus 1983 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor wat de geneeskundige, verpleegkundige en kinesitherapieverzorging betreft die verstrekt wordt aan de patiënten die zich bij het Centrum abonneren.

3. Vertegenwoordigers van de bij het Centrum geabonneerde patiënten, aangewezen volgens de nadere regels van artikel 3 van dit besluit, in zijn statutaire organen hebben.

**Art. 3.** De erkenning wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, toegekend voor een hernieuwbare periode van maximaal zes jaren.

Alvorens een beslissing van weigering of intrekking van de erkenning te nemen, geeft de Minister kennis van zijn voornemen, met de motivering ervan, aan de betrokken inrichtende macht. Deze beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de dag van de kennisgeving om aan de Minister een memorie te richten waartuit blijkt dat aan de vereisten voor het bekomen van de erkenning of voor het behoud ervan en voor het ontvangen van subsidies voldaan is.

**Art. 4.** De voorwaarden voor de vertegenwoordiging van de patiënten en de nadere regels voor de aanwijzing en de deelneming van de patiënten zijn bepaald als volgt :

1<sup>o</sup> elke persoon die zijn woonplaats in België heeft, mag de patiënten vertegenwoordigen die gewoonlijk door een Geïntegreerd Gezondheidscentrum behandeld of verzorgd worden, binnen de statutaire organen van het Centrum, op voorwaarde dat hij op het forfait bij dit Centrum geabonneerd is;

2<sup>o</sup> de vertegenwoordiging van de patiënten in de statutaire organen van het Centrum geschiedt bij rechtstreekse verkiezing;

3<sup>o</sup> elke patiënt van het Geïntegreerde Gezondheidscentrum is kiezer en verkiesbaar, als hij het formulier voor zijn inschrijving in het Centrum zelf ondertekend heeft;

4<sup>o</sup> de verkiezingen vinden elk jaar plaats.

Twee maanden voor de verkiezingen geeft de inrichtende macht aan elke kiezer kennis van de datum van de stemming en van de mogelijkheid om zacht kandidaat te stellen. Eén maand voor de datum van de stemming wordt een kandidatenlijst aan de kiezers gestuurd.

De stemming vindt plaats in de lokalen van het Centrum.

De stemming bij briefwisseling is geoorloofd.

De stemming bij volmacht is niet geoorloofd.

De concrete regels voor de stemming moeten door de raad van bestuur beslist worden, één maand voor de datum van de stemming bekendgemaakt worden door middel van aanplakbiljetten in de wachtkamer en samen met de kandidatenlijst aan de kiezers medegedeeld worden.

Alle documenten die de verkiezingen betreffen moeten zo opgesteld worden dat de meeste patiënten ze kunnen begrijpen.

Het mandaat van vertegenwoordiger van de patiënten geeft geen recht op een bezoldiging.

**Art. 5.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten, mogen de erkende Geïntegreerde Gezondheidscentra aanspraak maken op een forfaitaire jaarlijkse subsidie om de kosten te dekken die inherent zijn aan hun activiteiten die niet vergoed worden of die anders bezoldigd worden of waarvan de vergoeding of de bezoldiging de voorwaarden niet dekt die vereist zijn voor de verstrekkingen van geïntegreerde en permanente globale zorg.

Deze subsidie wordt jaarlijks aangepast volgens de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake koppeling van de verstrekkingen aan het indexcijfer van de consumptieprijsen.

Opdat de subsidie op grond van de kwantiteit gepresteerde arbeid alsmede op grond van het aantal tewerkgestelde werknemers aangepast zou kunnen worden, wordt deze forfaitair op 400 F vastgesteld voor elke abonnee die op 1 juli van elk jaar bij het Centrum ingeschreven is, en komt overeen met het op één januari 1985 van kracht zijnde indexcijfer.

**Art. 6.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten, mogen de erkende Geïntegreerde Gezondheidscentra aanspraak maken, tijdens de achttien maanden die op de erkenning volgen, op een niet — hernieuwbare subsidie die de kosten van de eerste vestiging dekt.

Deze subsidie bedraagt één miljoen frank voor de Centra met minder dan 1 000 abonnees die op de datum van de erkenning ingeschreven zijn en twee miljoen frank voor de Centra met meer dan 1 000 ingeschreven abonnees.

**Art. 7. § 1.** De bij artikelen 5, § 1, bedoelde subsidie wordt aan het erkende Geïntegreerde Gezondheidscentrum uitbetaald in de vorm van driemaandelijks voorschotten die gelijk zijn aan één vierde van 90 % van de voor het vorige jaar toegekende subsidie.

De uitbetaling van het saldo geschiedt na overlegging van de rekeningen en de uitgaven van het in aanmerking genomen begrotingsjaar en nadat het aantal geabonneerde patiënten die op 1 juli van hetzelfde begrotingsjaar bij het Centrum ingeschreven waren, nagekeken is.

§ 2. Voor het eerste werkingsjaar in het kader van dit besluit, wordt de bij artikel 5, § 1, bedoelde subsidie aan het Geïntegreerde Gezondheidscentrum uitbetaald in de vorm, van driemaandelijks voorschotten die gelijk zijn aan één vierde van 90 % van de subsidie waarop het Centrum aanspraak zou mogen maken op grond van het aantal abonnees die op datum van de erkenning van het Centrum bij het Centrum ingeschreven waren. De uitbetaling van het saldo geschiedt na overlegging van de rekeningen en de uitgaven van het begrotingsjaar van de erkenning en nadat het aantal patiënten die op 31 december van het erkenningsjaar bij het Centrum ingeschreven waren, nagekeken is.

**Art. 8.** De kosten van de eerste vestiging de aanschaffing van en de werkzaamheden voor de inrichting van het gebouw van het Geïntegreerde Gezondheidscentrum, alsmede de uitrusting van het Centrum, worden gesubsidieerd binnen de grenzen van artikel 6, voor 90 % van de reële kosten.

De uitbetaling van de subsidie geschiedt naarmate de boekingsstukken die de reële kosten van de werkzaamheden aantonen, overgelegd worden.

Worden als bewijsstukken aanvaard, de boekingsstukken die niet ouder zijn dan achttien maanden na de datum van de erkenning van het Centrum.

**Art. 9.** Er wordt een Commissie voor de coördinatie van de Geïntegreerde Gezondheidscentra opgericht, bestemd voor :

- de bepaling van de nadere regels voor de geneeskundige audit bedoeld bij artikel 2 van dit besluit;
- de bepaling en de coördinatie van de speurwerk- en handelingsstappen van de Centra die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de volksgezondheid, bedoeld bij artikel 2 van dit besluit.

De Voorzitter en de Ondervoorzitter van deze Commissie worden benoemd door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort. De mandaten duren vier jaren en zijn hernieuwbaar.

De Secretaris van de Commissie wordt benoemd door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort.

De leden van de Commissie worden afgevaardigd door de erkende Geïntegreerde Gezondheidscentra; elk Centrum mag een gewoon lid en een plaatsvervangend lid afvaardigen.

De Commissie bestaat uit maximaal 20 gewone leden en 20 plaatsvervangende leden. Ze stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het aan de Minister ter goedkeuring voor.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

**Art. 11.** De Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 28 augustus 1985.

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap,  
R. URBAIN

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#### Ordres nationaux. — Nomination

Par arrêté royal du 27 septembre 1985, M. Lanoye, R., fondateur du « Courrier de Gand » et du « Courrier du Littoral et de Bruges » est nommé chevalier de l'Ordre de Léopold II.

Il prend rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 1985.

#### Services de programmation de la politique scientifique Nomination

Par arrêté royal du 24 octobre 1985, M. Staes, Patrick, est, à partir du 1er octobre 1985, nommé agent de l'Etat dans le grade de secrétaire d'administration dans le cadre néerlandais des Services de programmation de la politique scientifique.

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

#### Nationale Orden. — Benoëming

Bij koninklijk besluit van 27 september 1985, wordt de heer Lanoye, R., stichter van « Le Courrier de Gand » en van « Le Courrier du Littoral et de Bruges », benoemd tot ridder in de Orde van Leopold II.

Hij neemt van 8 april 1985 af zijn rang in de Orde in.

#### Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid Benoëming

Bij koninklijk besluit van 24 oktober 1985 wordt de heer Staes, Patrick, met ingang van 1 oktober 1985, tot Rijksambtenaar benoemd in de graad van bestuurssecretaris in de Nederlandse personeelsformatie van de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid.